

L'appréciation de la disproportion d'un cautionnement



© 2025 Les Echos Publishing

Pour apprécier si un cautionnement est manifestement disproportionné aux revenus et au patrimoine de la personne qui le souscrit, il doit être tenu compte du capital déposé sur un « fonds de capitalisation retraite », même si ces sommes ne sont pas immédiatement disponibles.

Ostéopathes : exercice au sein d'une maison de santé



© 2025 Les Echos Publishing

Si les ostéopathes ne peuvent pas être membres d'une maison de santé, ils peuvent néanmoins y exercer leur activité libérale en adhérant au projet de santé de la structure.

Quelle majorité pour modifier les statuts d'une SARL ?



© 2025 Les Echos Publishing

Les décisions modifiant les statuts d'une SARL doivent être prises à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés. Les décisions prises en violation de cette règle de majorité peuvent être annulées.

Les activités associatives sont-elles compatibles avec un arrêt de travail ?



© 2025 Les Echos Publishing

Pour participer à des activités associatives sans perdre le

bénéfice des indemnités journalières de la Sécurité sociale, le salarié en arrêt de travail doit y être autorisé par son médecin traitant.

Déplafonnement du loyer d'un bail commercial : quid du lissage de l'augmentation ?



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque le loyer d'un bail commercial renouvelé est déplafonné, un mécanisme de lissage de l'augmentation du loyer est prévu. Mais le locataire ne peut pas en bénéficier dans l'hypothèse où le bail commercial conclu pour 9 ans s'est poursuivi au-delà de 12 ans par tacite prolongation.

Attribution préférentielle d'une exploitation agricole :

au regard de quels critères ?



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque plusieurs héritiers demandent l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, les juges, pour faire leur choix, doivent tenir compte des intérêts de chacun et de leur aptitude à gérer cette exploitation et à s'y maintenir, mais pas de la situation de leurs descendants.

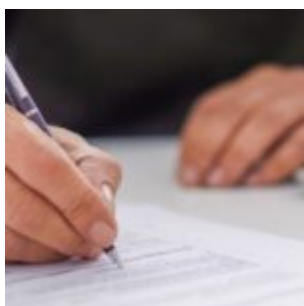
Le lieu de travail prévu dans le contrat peut-il être modifié ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le lieu de travail d'un salarié peut être modifié sans son accord dès lors que son contrat de travail se contente de mentionner ce lieu sans lui donner un caractère exclusif.

Une option expresse pour la comptabilité d'engagement !



© 2025 Les Echos Publishing

En l'absence d'option expresse pour une comptabilité d'engagement, le bénéfice imposable d'un professionnel soumis au régime de la déclaration contrôlée est déterminé en fonction des recettes encaissées et des dépenses effectivement payées.

La demande de retrait d'une société civile d'un époux qui en est associé



© 2025 Les Echos Publishing

L'époux associé d'une société civile peut demander au tribunal l'autorisation de se retirer de la société sans l'accord de son conjoint, peu importe que les parts sociales soient des biens communs.

Pénalité pour absence de plan d'action sur l'égalité professionnelle



© 2025 Les Echos Publishing

Toutes les entreprises d'au moins 50 salariés, y compris celles qui ne sont pas dotées d'une section syndicale d'organisation représentative, doivent, sous peine d'une pénalité financière, mettre en place un plan d'action sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.